

L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur

Enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages
d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad

Nicolas Bricas, Claude Tchamda, Florence Mouton (Coordinateurs)

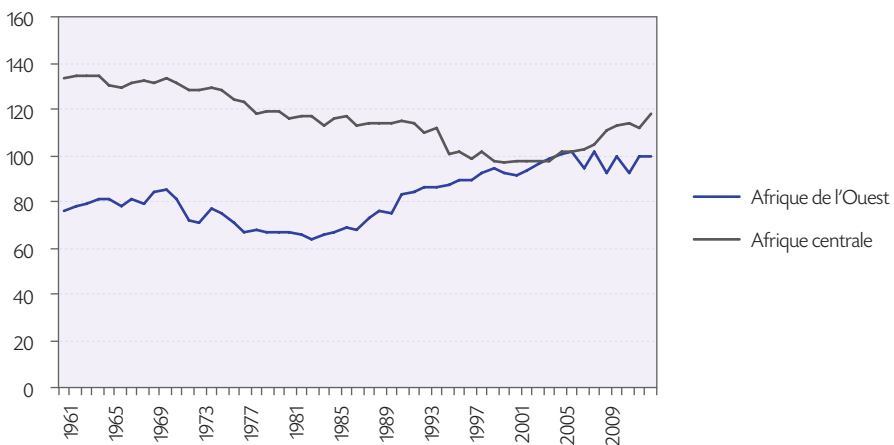


Introduction

Nicolas Bricas, Claude Tchamda et Florence Mouton

La hausse des prix alimentaires sur les marchés internationaux depuis 2007 a provoqué une série d'émeutes urbaines, notamment en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bien que cette hausse n'ait pas été entièrement transmise sur les marchés de consommation locaux (Daviron *et al.*, 2008), elle a affecté les populations vulnérables qui ont également vu le prix de l'essence augmenter. Ces émeutes ont mis en évidence la dépendance des citoyens vis-à-vis des marchés internationaux pour se nourrir. Pourtant, la production alimentaire de ces régions a nettement augmenté depuis les années 1980 pour l'Afrique de l'Ouest, et depuis les années 2000 pour l'Afrique centrale, si l'on en croit les statistiques nationales compilées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Malgré une croissance démographique rapide, cette production rapportée à la population a également augmenté (cf. graphique 1).

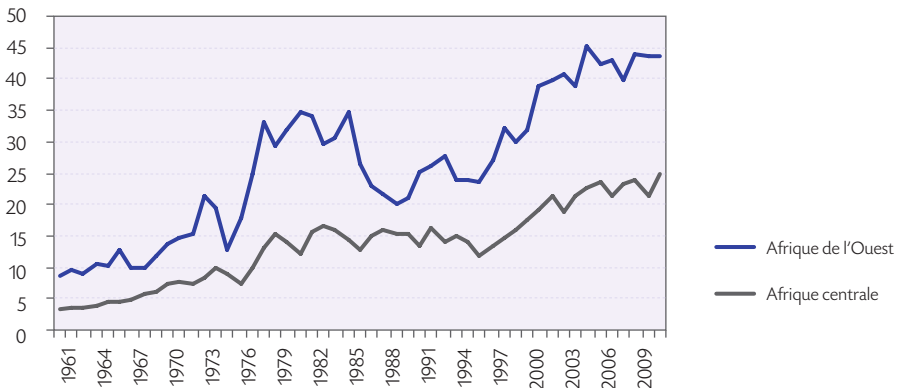
Graphique 1. Évolution de l'indice de la production alimentaire par habitant en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (référence : 2004-2006)



Source : FAOSTAT.

Rapporté à la seule population rurale, dont le rythme d'évolution est inférieur à celui de la population totale, cet accroissement a même été plus rapide, ce qui laisse penser que la production alimentaire nationale n'est pas restée destinée à nourrir seulement les ruraux. Elle semble devenue aussi une production commerciale destinée au marché intérieur des pays, notamment urbain. Pourtant les importations alimentaires ont, elles aussi, augmenté (cf. graphique 2) à la faveur de la libéralisation du commerce international. Cette évolution a conduit certains observateurs à dénoncer la dépendance alimentaire de ces régions et la priorité des politiques et des bailleurs de fonds internationaux donnée à l'agriculture d'exportation, autant de facteurs considérés comme décourageants pour la production alimentaire locale.

Graphique 2. Évolution des importations céréalières par habitant en Afrique de l'Ouest et du Centre (en kg/personne/an)



Source : FAOSTAT.

En fait, on sait peu de choses sur la consommation et le marché alimentaire de ces pays. La plupart des données utilisées pour les renseigner sont les disponibilités alimentaires, c'est-à-dire un calcul réalisé à partir des données de production et d'échanges (importations et exportations). Les disponibilités n'indiquent que les quantités de produits destinés à l'alimentation humaine pour l'ensemble du pays et pour une année donnée. Elles ne sont qu'un *proxy* de la consommation réelle, la surestiment car elles comprennent les quantités gaspillées, et ne permettent pas de renseigner les différences selon les milieux ou selon les niveaux de vie des ménages. Il s'agit donc de données très frustes, dont la qualité dépend de celle des statistiques de production, d'échanges et de stock, et des estimations sur les usages non alimentaires des produits. Ces données sont surtout utilisables pour des comparaisons internationales ou des analyses d'évolutions en longue période.

Pourtant, chaque pays de la région, par l'intermédiaire des INS, réalise des enquêtes auprès des ménages à des fins de suivi de leurs conditions de vie. Ces enquêtes permettent de calculer

les coefficients budgétaires, c'est-à-dire la part des dépenses pour un bien donné par rapport aux dépenses totales, pour établir notamment l'indice des prix à la consommation, l'inflation ou le seuil de pauvreté. Malgré leur complexité et leur coût élevé, ces enquêtes sont désormais relativement régulières et bien maîtrisées par les INS. Souvent très détaillées, elles sont une mine d'informations utiles pour tous ceux qui s'intéressent au secteur agricole et alimentaire. Mais ayant d'abord pour objectif la construction d'indicateurs macroéconomiques, elles sont jusqu'ici peu exploitées pour renseigner les politiques alimentaires. C'est justement ce que le CIRAD et AFRISTAT, appuyés par l'AFD, la BAD et un financement de recherche européen^[2], ont voulu initier au travers de l'étude intitulée Malvilao (Marchés alimentaires des villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre). Son objectif était d'explorer les utilisations possibles des enquêtes sur la consommation des ménages pour alimenter les réflexions sur diverses problématiques de sécurité alimentaire.

Cet ouvrage traite des résultats de cette étude. Le chapitre 1 présente la méthodologie employée et détaille notamment les bases de données utilisées et la terminologie employée. Le chapitre 2 propose une synthèse sur les principales structures de la consommation, révélant l'importance relative de l'autoproduction et du marché, la répartition entre milieux rural et urbain, et les effets de niveaux de vie économique sur la consommation. Ce chapitre révèle notamment l'importance de la pénétration du marché en zone rurale. Les caractéristiques de ce marché encore peu connu sont détaillées dans le chapitre 3. Le chapitre 4 donne un point de vue original sur le secteur agroalimentaire de la région étudiée et met notamment en avant l'importance d'un secteur méconnu, celui de la transformation artisanale agro-alimentaire et de la restauration. Compte tenu de l'enjeu sanitaire de la filière viande dans la région étudiée, en particulier du fait de l'épidémie d'Ebola, le chapitre 5 vient combler un manque crucial d'information sur la consommation de viande et en particulier de viande sauvage. Le chapitre 6 présente enfin, pour le Cameroun qui dispose d'enquêtes de consommation auprès des ménages relativement similaires et menées à quelques années d'intervalle, une analyse de l'évolution de la consommation entre 2001 et 2007. Cette analyse servira de base à une comparaison qui devrait être faite en 2016 ou 2017 sur les évolutions récentes de la consommation depuis la crise des prix de 2008, s'appuyant en cela sur les résultats de l'enquête nationale sur la consommation des ménages de 2014.

[2] Projet FP7/2007-2011 n° 290693 FOODSECURE.

Références bibliographiques

Daviron B., M. Aubert, N. Bricas, H. David-Benz, S. Dury, J. Egg, F. Lançon et V. Meuriot (2008), *La transmission de la hausse des prix internationaux des produits agricoles dans les pays africains*, Fondation FARM et CIRAD.

Broutin C. et N. Bricas (2006), *Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne ; le rôle des micro et petites entreprises*, Ed. du GRET, Paris.